

## DÉCISION DE LA COUR D'APPEL DE BRUXELLES

lorsque plusieurs personnes ont, par une faute commune, causé un dommage à autrui, le préjudice peut être imputé à chacune d'elles » (*idem*, n° 423);

Attendu que ce principe ne souffre pas d'exception en ce qui concerne les restitutions et les dommages-intérêts;

que contrairement à ce que soutient l'intimé, l'article 50, alinéa 3 (et non 2) « permet au juge d'exempter tous ou quelques-uns des condamnés de la solidarité quant au paiement des frais. Mais il doit indiquer le motif de cette dispense et, en outre, déterminer la proportion des frais que chacun des condamnés aura à supporter individuellement (...) Mais cette dérogation à la solidarité ne s'applique qu'aux frais (...) D'après Crahay, l'article 50, alinéa 3, recevra son application dans les cas où certains prévenus ont nécessité des frais auxquels d'autres n'ont pas donné lieu (...) » (*idem*, n° 427);

Attendu que le jugement du 26 mars 1990 qui condamne M... et A... pour les mêmes infractions tient lieu de titre exécutoire contre chacun d'eux pour la totalité des dommages-intérêts dus aux parties civiles du chef de ces infractions;

Attendu qu'aucune disposition légale ne dispose que les intérêts compensatoires s'appliquent de plein droit quoique le jugement ait omis de le préciser; que si on comprend que les appelantes s'étonnent de l'asymétrie entre les condamnations prononcées à leur profit, la créance de la KBC étant majorée des intérêts légaux depuis la date des faits à l'inverse de celle de L... V..., il n'est pas possible au stade de l'exécution d'ajouter au jugement ce que celui-ci ne prévoit pas et il appartenait au second intéressé de faire le nécessaire pour faire revoir la décision sur ce point, soit par la juridiction d'appel, soit par la juridiction qui l'avait prononcée s'il estimait être confronté à une erreur matérielle;

que n'ayant fait ni l'un ni l'autre, il n'est pas fondé à exciper de la mauvaise foi de l'intimé qui entend s'en tenir au jugement tel qu'il existe, pour obtenir que la dette soit néanmoins considérée comme porteuse d'intérêts, au mépris des règles régissant tant l'appel que la procédure en rectification;

que le moyen pris à titre subsidiaire de ce qu'il y aurait lieu de saisir le tribunal correctionnel sur la base des articles 793 et suivants du Code judiciaire est irrecevable, une telle demande ne pouvant être introduite que suivant les règles de la comparution personnelle ou la forme ordinaire des citations devant le juge qui a rendu la décision à rectifier (art. 795 et 796 dudit Code), et certainement pas incidemment par voie de conclusions devant une autre juridiction;

Attendu que les parties s'opposent quant à l'imputation des paiements effectués sans autre précision par l'intimé en mains du mandataire des deux créanciers;

que l'intimé postule qu'ils soient imputés en priorité sur la dette qu'il a envers la KBC dans la mesure où elle porte intérêts tandis que les appelants les ont imputés d'abord sur la créance de L... V..., puis à l'apurement de celle-ci, sur la créance de l'assureur;

Attendu que l'intimé admet, comme le plaident les appelants, « que les articles 1254 et

suivants ne s'appliquent probablement pas en matière délictuelle »;

que la Cour de cassation a maintes fois rappelé que l'article 1254 du Code civil ne s'applique pas à une dette trouvant sa source dans un acte illicite (notamm. 23 sept. 1986, *Pas.*, 1987, I, 87; 23 févr. 1988, *Pas.*, 1988, I, 751; 7 févr. 1997, *Pas.*, 1997, I, 70) au terme d'un raisonnement englobant la place occupée par cet article dans le Code civil en sorte de conduire à la même conclusion pour les articles 1253, 1255 et 1256 qui forment avec l'article 1254 l'ensemble des règles d'imputation des paiements que le Code civil réserve à la matière contractuelle;

Attendu que tant l'ancien article 22 de la loi du 11 juin 1874 que l'actuel article 41 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre consacrent le principe que la subrogation de l'assureur qui a payé l'indemnité, à concurrence du montant de celle-ci, dans les droits et actions de l'assuré contre les tiers responsables du dommage ne peut nuire à l'assuré qui n'aurait été indemnisé qu'en partie et qui, dans ce cas, peut exercer ses droits, pour ce qui lui reste dû, de préférence à l'assureur;

que l'intimé n'est pas fondé à s'opposer à cette cause de préférence que le législateur lui-même accorde à la victime qui n'a pas été complètement indemnisée par son assureur et qui n'est qu'une application supplémentaire du principe, qu'il considère comme essentiel à l'ordre moral, que la partie lésée doit être indemnisée avant tout; qu'à cet égard, la contestation soulevée dans le seul but de voir supplanter cet intérêt supérieur de la victime par l'intérêt propre du responsable du dommage n'est pas sans heurter l'ordre public;

Attendu qu'il demeure que le relevé de compte sur la base duquel les appelantes exécutent la saisie immobilière doit être revu en ce qu'il comptabilise à tort des intérêts sur la créance de L... V...; que les débats seront rouverts aux fins qu'à l'occasion de ce nouveau décompte, les appelants justifient de l'imputation à leurs dates des paiements effectués par l'intimé, ce qu'elles n'établissent pas en l'état de leur dossier;

Par ces motifs :

La Cour,

Statuant contradictoirement,

Reçoit l'appel et l'extension de demande;

Réformant le jugement entrepris sauf en ce qu'il retire le droit à des intérêts à l'appelant V...;

Dit que l'intimé est tenu solidairement des dommages-intérêts dus aux appelants qui sont fondés à en poursuivre l'exécution forcée pour la totalité;

Statuant pour le surplus en application de l'article 1068, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire;

Dit que les paiements de l'intimé doivent être imputés en priorité sur la dette à l'égard de L... V...;

Ordonne la réouverture des débats pour le surplus, les appelants devant produire un décompte excluant tout intérêt sur la créance de L... V... et établissant l'imputation à leurs dates des paiements de l'intimé.

**ÉTAT ÉTRANGER. — Immunité d'exécution. — Preuve de l'affectation des fonds à charge de l'Etat saisi.**

**Bruxelles (9<sup>e</sup> ch.), 4 octobre 2002**

Siég. : Mmes M. Regout (prés.), I. Diercxsens et Ch. Schurmans.

Plaid. : MM<sup>es</sup> J. Sépulchre, N. Angelet et C. Houssa.

(Etat d'Irak c. Vinci Constructions Grands Projets s.a. de droit français).



*Les sommes déposées sur le compte en banque d'une mission diplomatique bénéficient d'une présomption d'affectation à des fins souveraines.*

*Mettre la preuve de l'affectation des fonds à charge de l'Etat serait contraire au principe même de l'immunité, qui établit par définition une présomption en faveur de l'Etat qui en bénéficie.*

*Obliger un Etat à devoir systématiquement et à tout moment prouver qu'il est bien dans les conditions pour jouir de son immunité revient en pratique à lui en retirer le bénéfice.*



Vu :

— le jugement attaqué, prononcé contradictoirement le 27 février 1995 par la chambre des saisies du tribunal de première instance de Bruxelles,

*Les faits et antécédents de la procédure :*

La s.a. Vinci Constructions Grands Projets (ci-dessous dénommée Vinci), à qui la s.a. Dumez-GTM (ci-dessous dénommée Dumez) a apporté sa branche d'activités opérationnelles, en ce compris tous les droits et obligations afférents au présent litige, est créancière de l'Etat d'Irak d'une somme de 22.821.797 USD à augmenter des intérêts et des frais de justice liquidés à 100.000 FRF, en vertu d'un jugement du tribunal de grande instance de Nanterre (France) du 9 octobre 1991, exequaturé en Belgique par une ordonnance du tribunal de première instance de Bruxelles du 26 juillet 1993, et qui a été rendu à la suite des circonstances suivantes :

Le 5 février 1981, la société FIAFI, entrepreneur koweïtien, a passé avec le département des travaux militaires du ministère de la Défense irakien un marché pour la conception, la construction, l'achèvement et la maintenance de divers bâtiments en Irak.

Le 27 janvier 1984, la société FIAFI a sous-traité une partie de ce marché à Dumez avec l'accord du maître de l'ouvrage.

Les travaux confiés à Dumez ont été exécutés et réceptionnés sans réserve.

Ne parvenant pas à obtenir le paiement de ces travaux, Dumez a entrepris devant les juridictions irakiennes une procédure de saisie-arrêt à l'encontre de FIAFI.

Le différend entre Dumez et FIAFI a finalement pris fin par la signature le 12 mars 1990 d'un protocole d'accord, aux termes duquel FIAFI a reconnu une créance de Dumez à sa charge d'un montant de 22.821.797 USD du chef des travaux effectués par cette dernière pour le compte du ministère de la Défense irakien. Il fut convenu que les « promissary notes » émises par le ministère de la Défense irakien seraient établies au nom de Dumez.

Cet accord a été entériné par un jugement du tribunal de première instance de Bagdad le 20 mars 1990.

Plusieurs ordonnances d'exécution rendues par une juridiction de Bagdad furent adressées à l'Etat d'Irak en vertu de ce jugement, mais ce dernier ne s'exécuta jamais sans toutefois exercer de recours contre le jugement irakien précité.

Après avoir envahi le Koweït, l'Etat irakien a interdit à ses cours et tribunaux de connaître de toute action dirigée contre lui par des sociétés étrangères ou contre des personnes de droit public irakien.

Dumez a alors assigné l'Etat d'Irak devant le tribunal de grande instance de Nanterre, qui a condamné l'Etat d'Irak par le jugement précité du 9 octobre 1991 qui est exécutoire par provision.

L'Etat d'Irak a, dans un premier temps, introduit une opposition à l'ordonnance d'exequatur de ce jugement de Nanterre rendue par le tribunal de première instance de Bruxelles le 26 juillet 1993, mais s'est désisté de son instance le 25 janvier 1999.

Le 3 juin 1993, Dumez a fait procéder à une saisie-arrêt conservatoire entre les mains de la Générale de Banque, actuellement Fortis Banque, en vertu du jugement du tribunal de Nanterre du 9 octobre 1991, sur tous deniers, valeurs ou objets généralement quelconques appartenant à l'Etat d'Irak et plus particulièrement sur les comptes ouverts au nom de son ambassade en Belgique.

L'Etat d'Irak a formé opposition à cette saisie en vue d'en obtenir la mainlevée et a été débouté par la décision du juge des saisies du 27 février 1995, qui fait l'objet du présent appel.

L'Etat d'Irak réitère son opposition à la saisie litigieuse et introduit également par voie de conclusions une demande incidente en dommages et intérêts à charge de Vinci pour cause du maintien abusif de sa saisie.

Vinci pour sa part demande, sur la base des articles 871 et 877 du Code judiciaire, qu'il soit ordonné à l'Etat d'Irak et à Fortis Banque de produire les extraits de compte couvrant les opérations enregistrées par les comptes saisis pendant l'année 1989 et jusqu'au 8 août 1990.

#### Discussion.

Comme le souligne lui-même l'Etat d'Irak au point 7 de ses conclusions, dès lors qu'il a renoncé à son opposition à l'ordonnance d'exequatur en Belgique du jugement de Nanterre, il est acquis que Vinci dispose à sa charge en

Belgique d'une créance certaine, liquide et exigible. Le litige en degré d'appel se limite donc à savoir si l'Etat d'Irak est en droit d'opposer à Vinci une quelconque immunité pour les comptes en banque de son ambassade.

Il résulte clairement de ses conclusions que l'Etat d'Irak ne met pas en cause le principe de l'immunité d'exécution restreinte, ni le fait que c'est l'affectation des biens saisis qui décide des limites de cette immunité d'exécution, comme le défend Vinci (voy., notam., point 15 de ses conclusions principales).

Comme Vinci le souligne (point 28 de ses conclusions) la distinction éventuelle entre l'immunité d'Etat résultant du droit international général et l'immunité diplomatique résultant de l'article 25 de la Convention de Vienne de 1961 dont bénéficient les comptes de l'ambassade d'Irak auprès de Fortis Banque ne présente pas d'intérêt pratique pour la solution du présent litige puisque dans les deux cas, c'est le critère de l'affectation des biens saisis qui décide des limites de l'immunité d'exécution.

Vinci ne soutient plus, comme en première instance, que l'Etat d'Irak serait privé de tout ou partie des immunités qu'il invoque en raison des sanctions qui le frappent à la suite de l'invasion du Koweït.

Les parties s'entendent également pour dire qu'en ce qui concerne l'immunité d'Etat, les comptes ne sont saisissables que s'ils sont affectés à des activités commerciales ou de droit privé, et qu'en ce qui concerne l'immunité diplomatique, ils ne sont saisissables que s'ils ne sont pas utiles ou nécessaires au fonctionnement de l'ambassade.

Dans l'hypothèse d'une saisie d'un compte bancaire au nom d'une ambassade, l'immunité d'exécution peut n'être que partielle et ne pas concerner la partie des fonds affectée à une activité autre que le service diplomatique.

La durée de la présence des fonds sur le compte bancaire peut être un élément d'appréciation de leur destination.

Les points de divergence qui subsistent entre les parties sont les questions de l'affectation des fonds figurant sur les comptes saisis, de la charge de la preuve de l'affectation de ces fonds et des modes de preuve qui peuvent être utilisés pour prouver cette affectation.

Il convient également de remarquer que l'Etat d'Irak ne met pas en cause le pouvoir de contrôle des tribunaux sur l'affectation des biens saisis.

#### 1. — La charge de la preuve de l'affectation des biens saisis.

Vinci reconnaît elle-même en conclusions (pt 39 de ses conclusions) que le principe généralement admis par la jurisprudence en matière d'immunité est que la charge de la preuve de la saisissabilité des biens visés repose sur le créancier saisissant, mais considère que l'application de ce principe aboutit au caractère quasi absolu de l'immunité d'exécution.

Il est exact que l'application de ce principe n'est pas de nature à faciliter la tâche des créanciers d'un Etat étranger, mais il n'en résulte pas nécessairement que la preuve de l'affectation des fonds soit pour autant impossible dans la mesure notamment où cette affectation peut s'induire des activités mêmes de l'Etat ou de l'ambassade, qui revêtent nécessairement un certain caractère d'apparence.

Conformément à l'opinion dominante, il faut admettre que les sommes déposées sur le compte en banque d'une mission diplomatique bénéficient d'une présomption d'affectation à des fins souveraines. Exiger de l'Etat dont ressort la mission qu'il justifie l'utilisation de ses avoirs bancaires pour chacune de ses activités diplomatiques ou afférentes au bon fonctionnement de la mission constituerait une intervention indue dans les affaires de cet Etat et une atteinte à sa souveraineté (note M. Romero, sous Bruxelles, 15 févr. 2000, « L'immunité d'exécution des missions diplomatiques », *J.T.*, 2001, p. 6, spéc. p. 11, n° 27).

Par ailleurs, il faut admettre que l'utilité des avoirs bancaires pour les fonctions de la mission relève, avec une large marge d'appréciation, du jugement de l'Etat d'envoi et de la mission elle-même (Bruxelles, 15 févr. 2000, précité).

Mettre la preuve de l'affectation des fonds à charge de l'Etat saisi serait contraire au principe même de l'immunité, qui établit par définition une présomption en faveur de l'Etat qui en bénéficie. En effet, obliger un Etat à devoir systématiquement et à tout moment prouver qu'il est bien dans les conditions pour jouir de son immunité revient en pratique à lui en retirer le bénéfice.

Il convient encore de remarquer que dans l'ordre juridique belge, la mise à charge du créancier de la preuve de la nature des biens saisissables des pouvoirs publics a été expressément reconnue. Les travaux préparatoires de la loi du 30 juin 1994 insérant un article 1412bis dans le Code judiciaire, qui édicte l'insaisissabilité des biens des pouvoirs publics moyennant certaines restrictions, notamment si ces biens ne sont manifestement pas utiles pour l'exercice de leur mission, énoncent clairement que ce n'est pas aux pouvoirs publics à prouver positivement, *ab initio*, l'utilité manifeste des biens envisagés (voy. Stranart et Goffaux, « L'immunité d'exécution des personnes publiques et l'article 1412bis du Code judiciaire », *J.T.*, 1995, p. 437).

Vinci reconnaît par ailleurs elle-même l'existence de cette présomption (voy. le point 47 p. 24 de ses conclusions).

C'est donc à Vinci qu'il appartient de prouver que les fonds figurant sur les comptes saisis avaient une affectation commerciale ou de droit privé, ou qu'ils n'étaient pas nécessaires ou utiles au fonctionnement de l'ambassade.

#### 2. — Le devoir de collaboration à la preuve et les modes de preuve de l'affectation des biens saisis.

Vinci reproche à l'Etat d'Irak de ne pas collaborer loyalement à l'administration de la preuve de l'affectation des fonds, selon le principe consacré par l'article 871 du Code judiciaire, car il refuse de produire les extraits de comptes attestant des mouvements de comptes saisis.

Cet argument ne peut être retenu étant donné que ces extraits de compte constituent des archives et documents protégés par l'article 2

de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961, selon lequel ils sont inviolables à tout moment et en quel-que lieu qu'ils se trouvent.

Contrairement à ce que soutient Vinci, cet article a une portée extrêmement large, et ne se limite pas à la protection des documents touchant à la sécurité nationale. Il s'étend aux extraits des comptes bancaires de la mission diplomatique (J. Sahnon et S. Sucharitul, « Les missions diplomatiques entre deux chaises : immunité diplomatique ou immunité d'Etat? » A.F.D.I., 1987, p. 191).

Ne pas étendre aux extraits de compte le bénéfice de la protection de l'article 24 précité perturberait incontestablement l'activité de la mission diplomatique, contrairement à ce que soutient Vinci, dans la mesure où la mission, qui peut avoir des raisons politiques très légitimes de souhaiter la confidentialité de certains de ses mouvements de fonds, se verrait empêchée dans ces cas d'utiliser la monnaie scripturale puisque la confidentialité n'en serait pas garantie, à tout le moins à terme.

S'il est exact que certaines opérations en compte à caractère tout à fait banal, comme des paiements ordinaires, n'ont pas de raison d'être protégées par l'immunité, il convient de remarquer qu'en l'espèce Vinci demande la production de tous les extraits afférents à toutes les opérations financières réalisées via les comptes saisis depuis le début 1989 jusqu'au 8 août 1990, ce qui peut bien entendu inclure des opérations à caractère confidentiel et justifie dès lors que l'Etat d'Irak invoque l'immunité.

Ces mêmes motifs font également obstacle à la demande formulée par Vinci à la cour d'ordonner à l'Etat d'Irak et à Fortis Banque de produire les extraits de compte en question, sur la base de l'article 877 du Code judiciaire.

Vinci a la possibilité, comme il le soutient et au contraire de ce que soutient l'Etat d'Irak, d'utiliser des présomptions visées à l'article 1353 du Code civil pour tenter d'établir l'affectation des fonds saisis. Ceci n'est pas contradictoire avec la présomption d'affectation non commerciale et la présomption de nécessité des fonds pour l'exercice de ses fonctions par l'ambassade, puisque, en règle générale, certaines présomptions, plus convaincantes, peuvent en renverser d'autres.

La cour ne peut néanmoins retenir le refus par l'Etat d'Irak de produire les extraits de compte demandés comme une présomption de mauvaise foi compte tenu des motifs ci-dessus exposés.

### 3. — L'affectation des fonds saisis.

Les pièces déposées par l'Etat d'Irak attestent que son ambassade était, en 1990, à la recherche d'un nouveau bâtiment, ce qui justifie que ses comptes bancaires enregistraient à ce moment des soldes créditeurs importants. Ces comptes ont fait l'objet d'une première saisie le 5 avril 1991. Le montant qui y était inscrit n'a donc pas pu diminuer entre cette date et celle de la saisie pratiquée par Dumez, de sorte qu'il n'y a pas lieu de s'étonner, comme l'a fait le premier juge, de ce que ce montant n'ait pas diminué depuis l'époque où l'ambassade cherchait un nouveau siège.

L'importance de la somme saisie-arrêtée n'est donc pas en l'espèce un indice de ce que les fonds n'étaient pas nécessaires au bon fonctionnement de l'ambassade.

Le fait que ces fonds aient été ventilés en différentes devises européennes ne permet pas de supposer qu'ils étaient destinés à payer des fournisseurs résidant dans ces différents pays. Il convient de rappeler que l'euro n'existait pas encore au début des années 1990, et qu'il était dès lors de bonne gestion à l'époque de placer une somme de cette importance en différentes devises pour la mettre autant que possible à l'abri du risque monétaire d'une devise unique.

Le fait que ces montants aient été placés à un terme de sept jours leur garde une liquidité suffisante pour faire face à un éventuel achat immobilier, et relève davantage d'une saine gestion que d'un placement financier.

La mention utilisée par la Générale de Banque dans sa déclaration de tiers saisi selon laquelle elle précise que ces différents soldes de comptes sont indiqués sous réserve des opérations effectuées mais non encore comptabilisées n'implique nullement que ces fonds aient eu une affectation étrangère aux nécessités fonctionnelles de l'ambassade. Il s'agit d'une clause de style régulièrement utilisée par les organismes bancaires pour les mettre, autant que possible, à l'abri de l'éventuelle sanction prévue à l'article 1451 du Code judiciaire dans l'hypothèse d'un différé en compte.

Il convient par ailleurs de remarquer que c'est au moment de la saisie, qui a été pratiquée le 3 juin 1993, qu'il faut se situer pour apprécier l'affectation des fonds inscrits dans les comptes saisis, et non avant l'invasion du Koweït, comme le soutient à tort Vinci.

Or en juin 1993, l'ambassade d'Irak n'était autorisée à utiliser ses avoirs bancaires qu'à

des fins strictement fonctionnelles, comme en attestent la lettre du ministère des Finances adressée en 1990 à la Générale de Banque et l'attestation du 29 août 1992 du ministère des Affaires étrangères irakien. L'attestation du ministère des Affaires étrangères irakiens est crédible dans la mesure où elle a une portée générale, est antérieure à la saisie litigieuse et est corroborée par d'autres éléments dont la lettre du ministère des Finances précitée. A supposer donc que ces fonds aient eu, *quod non*, une affectation commerciale ou étrangère aux stricts besoins du fonctionnement de l'ambassade avant l'invasion du Koweït, ils ne pouvaient pas avoir une telle affectation au moment de la saisie pratiquée par Dumez le 3 juin 1993.

Vinci ne démontre donc pas qu'au moment de sa saisie du 3 juin 1993, les avoirs saisis-arrêtés avaient une affectation de nature à les soustraire à l'immunité d'exécution.

### 4. — L'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 14 du Pacte des Nations unies.

Lors des plaidoiries à l'audience du 18 avril 2002 et dans le dossier complémentaire que Vinci a remis à la cour à l'audience du 25 avril 2002, cette dernière invoque les deux dispositions précitées pour faire valoir que le droit à un tribunal serait illusoire si l'ordre juridique interne d'un Etat contractant permettait qu'une décision judiciaire définitive et obligatoire reste inopérante au détriment d'une partie ayant gain de cause dans un procès.

Il n'était certainement pas dans l'intention des auteurs de ces deux dispositions de mettre à néant le principe de l'immunité d'exécution d'Etat et diplomatique unanimement admis en droit international, ce qui serait le résultat de l'interprétation que veut leur donner Vinci.

La Cour européenne des droits de l'homme a d'ailleurs expressément énoncé que l'on ne peut, de façon générale, considérer comme une restriction disproportionnée au droit d'accès à un tribunal tel que le consacre l'article 6, § 1<sup>er</sup>, de la Convention des mesures qui reflètent des principes de droit international généralement reconnus en matière d'immunité des Etats (voy. notam., *Fogarty c. Royaume-Uni*, 21 nov. 2001).

Force est donc de considérer que l'immunité d'exécution d'Etat et diplomatique, dans les limites toutefois de son interprétation restrictive prime les deux dispositions invoquées.

### 5. — La demande incidente en dommages et intérêts.

Il ne peut en aucun cas être reproché à Vinci d'utiliser toutes les voies de droit pour tenter d'obtenir l'exécution d'une décision judiciaire.

Vinci n'étant pas partie à l'instance d'appel dirigée contre la société Leika, n'avait pas de raison de s'incliner devant l'arrêt rendu en cette cause.

Il est par contre particulièrement choquant que l'Etat d'Irak, tout en se reconnaissant expressément débiteur d'une dette certaine, liquide et exigible, puisse considérer comme dommageable à son égard le fait d'essayer d'en obtenir le paiement.

Cette demande est donc totalement non fondée.



de boeck

Dans la collection *Droit actuel*

**Le droit du bail de résidence principale**  
par Bernard LOUVEAUX

Annoncée depuis de nombreuses années, la loi sur les baux de résidence principale a finalement été adoptée par la loi du 20 février 1991. Le présent ouvrage est consacré exclusivement à ce type de bail et en aborde tous les aspects essentiels, en faisant la synthèse des opinions exprimées lors des travaux préparatoires, de la jurisprudence et de l'expérience de plusieurs années d'application de la législation.

L'ouvrage décrit l'ensemble de ces mécanismes, relève les principales sources de difficultés et analyse de manière complète le texte, notamment à la lumière de la réforme du Code civil en la matière.

Un volume 16 x 24 cm, 480 pages, 1995 ..... 73,85 €

COMMANDES : chez votre libraire ou auprès de notre distributeur  
Accès\*, s.p.r.l., Fond Jean-Pâques, 4 - 1348 Louvain-la-Neuve  
Tél. (010) 48.25.00 - Fax (010) 48.25.19.  
E-mail : acces+cde@deboeck.be